

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE FÉDÉRALE DE CRÉDIT MUTUEL
Siège social : 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen
67913 STRASBOURG CEDEX 9
588 505 354 R.C.S. Strasbourg.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2026

Comptes globalisés du périmètre règlementaire - Réseau CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE au 31.12.2025

Comptes sociaux

I. — Bilan
(en milliers €)

Actif (en milliers €)	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, banques centrales, CCP	290 455	421 003
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	22 309 149	21 504 999
Opérations avec la clientèle	187 513 215	185 230 797
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 092	27 060
Actions et autres titres à revenu variable	206 620	204 217
Participations et autres titres détenus à long terme	286 436	286 470
Parts dans les entreprises liées	9 425 858	9 402 650
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	133 561	149 142
Immobilisations corporelles	722 658	687 592
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	1 885 925	2 257 367
Comptes de régularisation	557 144	807 569
Total de l'actif	223 344 113	220 978 866
Hors-bilan	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	20 804 120	18 502 431
Engagements de garantie	4 396 177	4 220 812
Engagements sur titres	-	-
Passif	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	32 488 434	32 643 867
Opérations avec la clientèle	156 628 438	154 908 207
Dettes représentées par un titre	297 138	393 991
Autres passifs	2 057 390	2 168 535
Comptes de régularisation	2 030 687	1 809 895
Provisions	1 618 543	1 539 235
Dettes subordonnées	95 660	95 676
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	5 776 015	5 703 427
Capitaux propres hors FRBG	22 351 808	21 715 983
— Capital souscrit	8 644 821	8 604 863
— Primes d'émission	43 408	43 408
— Réserves	12 831 773	12 222 292
— Écart de réévaluation	-	-
— Provisions réglementées et subventions investissements	37 784	36 632
— Report à nouveau (+/-)	-13 112	-27 907
— Résultat de l'exercice (+/-)	807 134	836 695
Total du passif	223 344 113	220 978 866

Hors-bilan	31.12.2025	31.12.2024
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	10 587 339	10 699 526
Engagements sur titres	-	-

II. — Compte de résultat (en milliers €)

Compte de résultat		31.12.2025	31.12.2024
+	Intérêts et produits assimilés	6 765 853	7 430 301
-	Intérêts et charges assimilées	-4 744 472	-5 614 572
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
-	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+	Produits sur opérations de location simple		
-	Charges sur opérations de location simple		
+	Revenus des titres à revenu variable	267 088	521 670
+	Commissions (produits)	2 742 787	2 627 093
-	Commissions (charges)	-541 437	-512 042
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25 012	25 101
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 424	5 708
+	Autres produits d'exploitation bancaire	21 127	17 273
-	Autres charges d'exploitation bancaire	-66 663	-42 867
Produit net bancaire		4 501 719	4 457 565
-	Charges générales d'exploitation	-2 902 227	-2 825 034
-	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-84 937	-72 705
Résultat brut d'exploitation		1 514 555	1 559 926
+/-	Coût du risque	-169 968	-190 053
Résultat d'exploitation		1 344 587	1 369 873
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	7 187	22 206
Résultat courant avant impôt		1 351 774	1 392 079
079	Résultat exceptionnel	1 131	99
-	Impôts sur les bénéfices	-434 432	-283 090
+/-	Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-111 369	-272 393
Résultat net		807 134	836 695

III. — Affectation du résultat

Origines :	
Bénéfice de l'exercice	807 134
Report à nouveau	-13 112
Résultat à affecter	794 024
Affectation :	
Réserves et report à nouveau	543 947
Intérêts aux parts sociales et dividendes	250 077
	794 024

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

L'article R511-3 du Code monétaire et financier prévoit que le respect de la réglementation bancaire, telle que définie à l'article L611-1 du même Code, est apprécié collectivement en cas d'agrément délivré par la Banque Centrale Européenne (BCE) sur proposition de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) à une caisse fédérale de crédit mutuel et aux caisses locales qui lui sont affiliées.

Dans ce cadre, les Crédit Mutuel Centre Est Europe, du Sud-Est, Ile-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, du Centre, de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, Dauphiné-Vivaraïs, Méditerranéen, Normandie, Anjou, Massif-Central et Antilles-Guyane bénéficient ensemble d'un même agrément collectif et d'une caisse fédérale commune, établissent des comptes globalisés, qui visent à présenter la situation financière et les résultats de l'ensemble comme s'il n'était constitué que d'une seule entité. Cet ensemble constitue la société mère des comptes consolidés de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le Crédit Mutuel Centre Est Europe, le Crédit Mutuel du Sud-Est, le Crédit Mutuel Ile-de-France, le Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc, le Crédit Mutuel Midi Atlantique, le Crédit Mutuel du Centre, le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, le Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs, le Crédit Mutuel Méditerranéen, Crédit Mutuel de Normandie, le Crédit Mutuel Anjou, le Crédit Mutuel Massif-Central, le Crédit Mutuel Antilles-Guyane et le Crédit Mutuel Nord Europe sont affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, organe central au sens des dispositions des articles L.511 30 et suivants du Code monétaire et financier. L'organe central est chargé de veiller à la cohésion du réseau et de s'assurer du bon fonctionnement des établissements affiliés, en prenant toutes les mesures nécessaires pour garantir leur liquidité et leur solvabilité. Au Crédit Mutuel, ces dispositions se traduisent notamment par l'alimentation, à hauteur de 2% des dépôts, d'un compte ouvert à la Caisse Centrale du Crédit Mutuel destiné à garantir, en cas de besoin, la liquidité des affiliés.

Des précisions complémentaires concernant les différentes entités constitutives du périmètre de la globalisation figurent en note n°1.1.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes globalisés sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

- **Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice 2025.

Note n° 1.1 Principes et périmètre de la globalisation des comptes

La globalisation des comptes est une opération qui consiste à agréger les comptes individuels des différentes entités du périmètre.

Elle comporte essentiellement comme opérations :

- le cumul des comptes sociaux individuels,
- l'élimination des opérations réciproques (actif, passif, charges, produits et hors bilan),
- l'élimination des titres de participation et des dividendes perçus entre sociétés incluses dans le périmètre de globalisation.

Les entités qui forment le périmètre de globalisation au 31 décembre sont :

- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel du Centre,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Normandie
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Anjou
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Massif-Central
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe
- la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est,
- la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- la Fédération du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc,
- la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- la Fédération du Crédit Mutuel du Centre,
- la Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest,
- la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs,
- la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen,
- la Fédération du Crédit Mutuel de Normandie,
- la Fédération du Crédit Mutuel Anjou,
- la Fédération du Crédit Mutuel Massif-Central,
- la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane,
- la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe

Note n° 1.2 Évaluation des créances et dettes et utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Les créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition, s'il est différent de la valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas concernant :

- la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- les régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux ;
- la valorisation des titres de participation ;
- les provisions pour risques et charges.

Note n° 1.3 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme Conformément au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note n° 1.4 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

À compter du 31 décembre 2020, dans les états de synthèse, le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC n'est plus inscrit dans les « créances sur établissements de crédit » à l'actif du bilan, mais est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret bleu, du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note n° 1.5 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées »
- « Obligations et autres titres à revenu fixe »
- « Actions et autres titres à revenu variable »

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

• **Titres de transaction**

Sont classés dans ce portefeuille les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et qui sont négociables sur un marché dont la liquidité est assurée, avec des prix de marché significatifs. Ils sont enregistrés coupon couru éventuel à l'achat inclus, les frais d'acquisition étant portés en charges. À la date de clôture, les titres de transaction sont évalués au prix de marché. Le solde global des gains et des pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

• **Titres de placement**

Les titres de placement sont la catégorie de classement par défaut des titres qui ne relèvent pas d'un autre classement comptable. Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné. À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel par code valeur ou par ensembles homogènes ; les titres de placement sont valorisés au cours de cotation lorsque le marché est actif, à défaut par des techniques de valorisation s'appuyant sur des transactions récentes ou des modélisations couramment utilisées par les intervenants de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

• **Titres d'investissement**

Sont classées dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques). L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les bons du Trésor, titres de créances négociables et instruments du marché interbancaire classés dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont enregistrés au prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. Les produits d'intérêts sont calculés au taux négocié, le montant de la prime ou de la décote faisant l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle.

Les obligations comprises dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont comptabilisées hors coupon couru. Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres. Lorsque leur prix d'acquisition est différent de leur valeur de remboursement, cette différence est amortie linéairement et portée en charges ou produits selon le cas.

Les titres libellés en devises sont évalués au cours de change à la date de clôture ou à la date antérieure la plus proche. Les différences d'évaluation sont portées en pertes ou en gains sur opérations financières.

• **Reclassement d'actifs financiers**

Les reclassements de titres entre les différentes catégories comptables obéissent aux dispositions prévues par les articles 2381-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

• **Cessions temporaires de titres**

Les cessions temporaires de titres sont destinées à garantir des prêts ou des emprunts de trésorerie par des titres. Elles prennent principalement deux formes distinctes, selon le mécanisme juridique utilisé, à savoir :

- les pensions,
- les prêts et emprunts de titres.

La pension consiste juridiquement à céder en pleine propriété des titres, l'acheteur s'engageant irrévocablement à les rétrocéder et le vendeur à les reprendre, à un prix et une date convenus lors de la conclusion du contrat. Comptablement, les titres donnés en pension sont maintenus dans leur poste d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables aux portefeuilles auxquels ils se rattachent. Parallèlement, la dette représentative du montant encaissé est enregistrée au passif. La créance représentative d'une pension sur titres reçus est enregistrée à l'actif.

Les prêts de titres sont des prêts à la consommation régis par le Code civil dans lesquels l'emprunteur s'engage irrévocablement à restituer les titres empruntés à l'échéance. Ces prêts sont généralement garantis par la remise d'espèces, qui restent acquises au prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans ce dernier cas, l'opération est assimilée à une opération de pension et enregistrée comptablement comme telle. En cas de prêt dit « sec » sans remise d'espèces, les titres prêtés ne figurent plus au bilan et une créance représentative de la valeur des titres prêtés est inscrite à l'actif, cette créance étant évaluée à chaque arrêté selon les règles applicables au portefeuille d'origine des titres. En cas d'emprunt dit « sec », les titres empruntés sont inscrits dans le portefeuille de transaction et une dette est constatée au passif, au prix de marché à la mise en place et lors des arrêts ultérieurs. Dans les états de synthèse, le montant de la dette représentative de la valeur des titres empruntés au passif est diminué du montant des titres empruntés comptabilisés à l'actif.

Note n° 1.6 Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion.

Les titres de participation et de filiales sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

Ces titres sont comptabilisés au coût historique. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Note n° 1.7 Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle, les durées de vie usuelles étant :

- logiciels : 1 à 10 ans
- constructions – gros œuvre structure : 20 à 80 ans
- constructions – équipements : 10 à 40 ans
- agencements et installations : 5 à 15 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- matériel informatique : 3 à 5 ans

Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

Note n° 1.8 Conversion des opérations en devises

Les créances et dettes, ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan, sont convertis au cours de marché à la clôture de l'exercice.

Les actifs corporels sont maintenus au coût historique. Les actifs financiers sont convertis au cours de clôture (voir précisions notes précédentes).

Les produits et charges en devises sont enregistrés en résultat au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change latents ou définitifs résultant des opérations de conversion sont constatés à chaque arrêté comptable.

Note n° 1.9 Contrats d'échange (swaps)

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- Portefeuille (a) vers le portefeuille (b)
- Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d)
- Portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs. Le risque de contrepartie est calculé conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8%. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10%.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat *pro rata temporis* sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

Note n° 1.10 Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC.

• Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers d'un contrat d'assurance. Ce contrat de type article 83 CGI assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies. L'engagement relatif à ce régime est entièrement couvert par les réserves constituées. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

• Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 64ème anniversaire depuis l'exercice 2023, afin de tenir compte des effets de la réforme des retraites entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Le coût des services passés lié à cette modification d'âge de départ est comptabilisé dans le résultat de l'exercice.

Note n° 1.11 Fonds pour risques bancaires généraux

Les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que la banque décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Au 31 décembre 2025, les montants affectés à ces fonds s'élèvent à 5.776.0 millions d'euros, après une dotation nette de 110.2 millions d'euros au titre de l'exercice.

Note n° 1.12 Provisions

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

Les entités incluses dans le périmètre de globalisation peuvent être parties à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe et à la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane constituent une provision forfaitaire sur les crédits. Son assiette repose sur les crédits mis en force durant l'exercice.

Note n° 1.13 Provision épargne logement

Les comptes Epargne Logement (CEL) et les Plans Epargne Logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions calculées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07. Ces provisions couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux produits d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et les encours d'épargne minimum attendus. Ces encours minimum sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5% sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon Euribor. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note n° 1.14 Commissions

Les commissions sont généralement enregistrées à leur encaissement, à l'exception de celles rémunérant un service dans le temps, ou lorsqu'elles sont relatives aux opérations financières constatées dès la clôture de l'émission ou de leur facturation.

Note n° 1.15 Impôt sur les sociétés

Intégration fiscale

Avec effet au 1^{er} janvier 2016, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CFCM) a exercé l'option pour « l'intégration fiscale mutualiste » conformément aux dispositions de l'article 223 A, 5ème alinéa du Code Général des Impôts.

Le mécanisme de l'intégration fiscale permet de payer l'impôt sur les sociétés sur un résultat global obtenu en faisant la somme algébrique des résultats positifs et négatifs des différentes entités du groupe. Le groupe d'intégration fiscale de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel est constitué de :

- la CFCM elle-même, société « tête d'intégration »,
- les caisses locales et régionales qui lui sont affiliées en vertu d'un agrément d'exercice collectif délivré par le régulateur bancaire,
- la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et 25 de ses filiales qui ont exercé l'option pour y participer.

Par convention, chaque membre de l'intégration fiscale est tenu de verser à la CFCM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si le membre était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les membres auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle calculé comme si la société était imposée séparément ;
- les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôt ;
- la charge ou le produit d'impôt afférent aux crédits d'impôt sur prêts à taux zéro et prêts assimilés.

Sociétés non incluses dans l'intégration fiscale

Ne font pas partie du périmètre de l'intégration fiscale : les quatorze Fédérations de Crédit Mutuel, les Caisses de Crédit Mutuel créées en cours d'exercice ou implantées dans des collectivités d'outre-mer bénéficiant d'une autonomie fiscale ne sont pas incluses dans le périmètre d'intégration fiscale mutualiste. Leurs charges d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle sont déterminées selon la réglementation fiscale applicable.

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due. L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle le périmètre réglementaire sera soumis.

Note n° 1.16 Implantations dans les États ou territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations en matière fiscale

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L511-45 du Code monétaire et financier.

Note n° 1.17 Consolidation

Les entités du périmètre réglementaire forment la société mère du périmètre de consolidation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale faisant lui-même partie du périmètre de consolidation de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

2. Autres informations

Mécanisme d'émission et de remboursement du capital des caisses de crédit mutuel

Les caisses de crédit mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles,
- de parts B négociables.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au moins une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B par un même sociétaire à 50 000 euros.

Le capital social peut augmenter par la création de parts sociales souscrites par des nouveaux ou d'anciens sociétaires. Le sociétaire peut demander le remboursement de tout ou partie de ses parts B en observant un préavis de cinq ans. Le capital social de la Caisse peut diminuer dans les limites fixées par l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947. Le remboursement de part sociale est soumis à l'autorisation du Conseil d'Administration de la Caisse locale.

La valeur et le nominal des parts sociales ou actions est variable selon les entités. Au 31 décembre 2025, le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 251,1 millions d'euros au titre des parts A, contre 256,2 millions d'euros au 31 décembre 2024,
- 7.712,2 millions d'euros au titre des parts B, contre 7.661,7 millions d'euros au 31 décembre 2024,

3. Notes annexes au bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros (en m€).

3.1 Actif immobilisé

Valeur brute	2025	2024
Immobilisations financières	9 715 050	9 690 460
Immobilisations corporelles	2 430 663	2 360 327
Immobilisations incorporelles	159 633	162 200
Total	12 305 346	12 212 987

3.2 Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé

Amortissements	2025	2024
Immobilisations financières	-	-
Immobilisations corporelles	1 706 691	1 672 570
Immobilisations incorporelles	9 544	9 541
Total	1 716 235	1 682 111

Dépréciations	2025	2024
Immobilisations financières	1 756	1 340
Immobilisations corporelles	1 314	165
Immobilisations incorporelles	16 528	4 517
Total	19 598	5 022

3.2.1 Immobilisations corporelles	2024	ACQUISIT. DOTATION	CESSIONS REPRISES	AUTRES MVTS	2025
Valeur brute					
Terrains - Immeubles d'exploitation	63 803	1 643	-339	365	65 472
Terrains - Immeubles hors exploitation	4 032		-50		3 982
Constructions - Immeubles d'exploitation	1 820 709	111 634	-33 066	1 997	1 901 274
Constructions - Immeubles hors expl.	55 684	1 268	-490		56 462
Autres immobilisations corporelles	416 099	89 083	-101 710	1	403 473
Montant brut	2 360 327	203 628	-135 655	2 363	2 430 663
Amortissements					
Amts - Immo. corp. expl - Terrains	-1 149				-1 149
Dépr. - Terrains et const. hors expl.					
Amts - Immo. corp. expl - Constructions	-1 367 295	-61 461	31 120	-1 963	-1 399 599
Amts - Immo. corp. hors expl - Construc°	-42 061	-1 426	416		-43 071
Amts - Autres immo. corporelles	-262 230	-10 517	8 561		-264 186
Amortissements	-1 672 735	-73 404	40 097	-1 963	-1 708 005
Montant net	687 592	130 224	-95 558	400	722 658

3.2.2 Immobilisations incorporelles	2024	ACQUISIT. DOTATION	CESSIONS REPRISES	AUTRES MVTS	2025
Valeur brute					
Fonds commerciaux - Autres éléments (*)	60 984				60 984
Frais de recherche & de développement					
Autres immobilisations incorporelles (*)	101 216	257	-2 670	-154	98 649
Montant brut	162 200	257	-2 670	-154	159 633
Amortissements					
Amts - Im incorp expl - Fds de commerce	-377	-25			-402
Amts - Im incorp expl - Frais rech & dév					
Amts - Autres immo. Incorporelles	-12 681	-13 077	96	-8	-25 670
Amortissements	-13 058	-13 102	96	-8	-26 072
Montant net	149 142	-12 845	-2 574	-162	133 561

(*) Autres mouvements liés au transfert de poste à poste

3.3 Répartition des créances sur la clientèle

	2025	2024
Créances commerciales	37 218	45 724
- Dont affacturage		
Créances rattachées	0	0
Autres concours		
Prêts et crédits	184 464 744	182 178 572
Titres reçus en pension livrée		
Créances rattachées	286 259	262 962
Comptes ordinaires débiteurs	804 452	966 561
Créances rattachées	45 983	47 134
Créances douteuses	2 991 227	2 795 270
Provisions	-1 116 668	-1 065 426
Total	187 513 215	185 230 797
Eligibilité des créances au refinancement de LA BANQUE DE FRANCE		
Créances éligibles / Clientèle	60 261 588	35 261 869
Créances non éligibles / Clientèle	124 636 416	102 475 215
Prêts subordonnés et participatifs		
Prêts participatifs (Clientèle)	310	319
Prêts subordonnés (Clientèle)	0	0

Parmi les créances douteuses sur la clientèle, les créances douteuses compromises s'élèvent à 2 381 448 m€ et font l'objet de 905 065 m€ de dépréciations.

Parmi les créances saines, il n'existe aucun crédit restructuré à des conditions hors marchés.

Répartition des créances sur la clientèle

hors créances rattachées de 332 242 m€ sur créances brutes	2025		
	Créances saines	Créances douteuses	Dépréciations
Répartition par grands types de contrepartie			
. Sociétés	35 966 926	1 430 682	541 688
. Entrepreneurs individuels	25 526 085	464 786	169 388
. Particuliers	117 718 397	1 067 754	397 547
. Administrations publiques	5 124 843	2 696	353
. Administrations privées	970 163	25 309	7 692
Total	185 306 414	2 991 227	1 116 668
Répartition par secteurs géographiques			
. France	183 787 601	2 959 301	1 100 943
. Europe hors France	464 933	10 138	6 124
. Autres pays	1 053 880	21 788	9 601
Total	185 306 414	2 991 227	1 116 668

3.4 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Caisse, banques centrales, CCP et créances sur les ets. de crédit	13 774 673	120 004	3 610 783	4 289 498	804 646	22 599 604
Créances sur la clientèle	6 511 006	13 512 913	58 115 496	109 041 557	332 243	187 513 215
Obligations et autres titres						
À revenu fixe			11 619	150	323	12 092
Totaux	20 285 679	13 632 917	61 737 898	113 331 205	1 137 212	210 124 911

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

Aucun crédit à durée indéterminée n'est accordé à la clientèle au 31 décembre 2025.

Passif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Dettes envers les Ets. de crédit	2 014 150	3 023 257	17 213 137	10 117 588	120 302	32 488 434
Comptes créditeurs de la clientèle	123 657 180	6 148 801	23 679 809	2 462 877	679 771	156 628 438
- Centralisation CDC	-36 119 930					-36 119 930
Dettes représentées par un titre	310	38 923	215 902	41 717	286	297 138
Bons de caisse	310	3 923	8 902	6 717	164	20 016
Titres du marché interbancaire et titres de	-	35 000	207 000	35 000	122	277 122
Créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Totaux	125 671 640	9 210 981	41 108 848	12 622 182	800 359	189 414 010

3.4.2 Dépréciations des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

y comprises créances rattachées	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances saines sur les établissements de crédit	22 309 149	-	22 309 149	21 504 999	-	21 504 999
Créances douteuses sur les établissements de crédit			-			-
Totaux	22 309 149	-	22 309 149	21 504 999	-	21 504 999
Créances saines sur la clientèle	185 638 656	-	185 638 656	183 500 953	-	183 500 953
Créances douteuses sur la clientèle	2 991 227	1 116 668	1 874 559	2 795 270	1 065 426	1 729 844
Totaux	188 629 883	1 116 668	187 513 215	186 296 223	1 065 426	185 230 797

3.4.3 Evolutions des provisions sur créances douteuses

	2024	Dotations	Reprises	Autres variations	2025
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-1 065 426	-300 747	249 746	-241	-1 116 668
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple					
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe					
Dépréciations sur autres actifs					
Total	-1 065 426	-300 747	249 746	-241	-1 116 668

3.4.4 Autres provisions

Actif	2024	ACQUISITIONS - DOTATIONS	CESSIONS- REPRISES	AUTRES MOUVEMENTS	2025
Provisions pour risques de contreparties					
- Provisions - Exécution engag signature	36 912	19 536	- 15 366		36 912
- Provisions - Engagements hors-bilan					
- Provisions - Autres prov. risques pays					
- Prov. générale de risque de crédit	51 873	3 168	- 3 767	-14 857	36 417
- Autres provisions pour risques de contreparties	950 700	26 303	-9 999	14 857	981 861
Provisions pour pertes sur IFT					
Provisions sur filiales et participations	224	1			225
Provisions pour R&C hors risques de contreparties					
- Provisions pour charges de retraite	26 415	9 259	- 1 247	-37	34 390
- Provisions - Provisions pour litiges	16 994	23 781	-3 566	29	37 238
- Provisions - Epargne logement	189 617	16	-56 608		133 025
- Autres provisions pour risques et charges	266 550	148 271	-60 523	7	354 305
Totaux	1 539 285	230 335	-151 076	-1	1 618 543

3.5.1 En cours au titre de l'épargne logement

	31.12.2025	31.12.2024
Encours des plans d'épargne logement		
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	2 737	2 992
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	5 261	8 657
Ancienneté supérieure à 10 ans	9 661	8 310
Total	17 659	19 959
Encours de comptes d'épargne logement	3 540	3 540
Total des comptes et plans d'épargne logement	21 199	23 498
Prêts d'épargne-logement	31.12.2025	31.12.2024
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	137 245	89 169

3.5.2 En cours de crédits octroyés au titre des PEL et CEL

	31.12.2025	31.12.2024
Crédits au titre des plans d'épargne logement		
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	74 111	42 875
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	387	2 379
Ancienneté supérieure à 10 ans	5 046	7 002
Total	79 544	52 256
Crédits au titre de comptes d'épargne logement	137 497	89 353
Total	217 041	141 609

3.6 Répartition des actifs subordonnés

	Montant subordonné	dont prêts participatifs
Créances sur les établissements de crédit		
À terme	656 465	8 677
Créances sur la clientèle		
Autres concours à la clientèle	312	
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Total	656 777	8 677

3.7 Dettes subordonnées

Dettes représentant plus de 10% du total des dettes subordonnées

Montant de l'emprunt	Devise	Échéance	Possibilité de remboursement anticipé
95 574	EUR	24/03/2026	Oui

Conditions de la subordination : emprunts participatifs au sens des articles 24 et suivants de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978

Autres dettes

Dettes rattachées	86
-------------------	----

3.8 Portefeuille titres : ventilation entre portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de placement	Portefeuille Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	12 092	-	12 092
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	206 620	-	206 620
Actions propres	-	-	-	-
Total	-	218 712	-	218 712
<i>dont titres à revenu fixe hors créances rattachées</i>	-	12 092	-	12 092

Il n'y a pas eu de transfert entre les différents portefeuilles de titres.

3.9 Portefeuille titres : répartition des titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement par notations des émetteurs**Hors créances rattachées**

- AAA, AA, A	694
- BBB	-
- En dessous de BBB	-
- Non noté	11 398
Total	12 092

3.10 Portefeuille titres : différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement et des titres d'investissement

Nature des titres	Décotes	Surcotes
Titres de placement	-	-
Marché obligataire	-	-
Marché monétaire	-	-
Titres d'investissement	-	-
Marché obligataire	-	-
Marché monétaire	-	-
Totaux	-	-

3.11 Portefeuille titres : plus et moins-values latentes sur titres de placement

Montant des plus-values latentes sur titres de placement	-
Montant des moins-values latentes sur titres de placement ayant fait l'objet d'une provision	19 167

3.12 Portefeuille titres : montant des créances représentatives des titres prêtés

	Montant des créances
Effets publics et assimilés	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-
Actions et autres titres à revenu variable	-

3.13 Portefeuille titres : ventilation selon la cotation

	Montant des titres cotés	Montant des titres non cotés	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	793	11 299	-	12 092
Actions et autres titres à revenu variable	10	206 610	-	206 620
Actions propres	-	-	-	-
Totaux	803	217 909		218 712

3.14 Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Variation, sur l'exercice, des participations, des parts dans les entreprises liées et des autres titres détenus à long terme

	Titres de participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
Montant en début d'exercice	14 914	9 402 850	271 556
Entrées dans l'exercice	393	23 237	1 020
– par acquisition	393	23 237	1 020
– par transfert			
Sorties dans l'exercice	54		

– par cession	54		
– par transfert			
Montant brut en fin d'exercice	15 253	9 425 887	272 570
– titres cotés	1	6	
– titres non cotés	15 252	9 425 881	272 570
Montant cumulé des dépréciations en début d'exercice	826	511	3
Dotations aux dépréciations	457	43	
Reprises sur dépréciations	70	14	
Montant cumulé des dépréciations en fin d'exercice	1 213	540	3
Total net	14 866	9 425 858	272 570

3.15 Liste des principales filiales et participations (1)

(m€ et %)		Part de capital détenu (2)	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
Banque Fédérative du Crédit Mutuel - BFCM	valeur comptable (m€)	6 438 961	14 734 470	780 097
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	98,1%		
Euro-Information S.A.	valeur comptable (m€)	28 189	2 363 776	104 819
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	63,6%		
Caisse Centrale du Crédit Mutuel - CCCM	valeur comptable (m€)	273 929	913 504	24 471
88 rue Cardinet - PARIS	% de détention	66,2%		
Groupe ACM Holding	valeur comptable (m€)	1 662 269	2 771 541	44 402
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	23,4%		

(1) : liste des filiales et participations au sens des articles L233-1 (filiale si % de détention supérieur à 50%) et L233-2 (participation si % de détention compris entre 10% et 50%) du code de commerce

(2) : capital détenu directement

3.16 Capitaux propres hors FRBG

	2024	Distributions sur résultat 2025	Autres variations	2025
Capital	8 604 863		39 958	8 644 821
Primes d'émission	43 408		-	43 408
Réserves	12 222 292		609 481	12 831 773
Écart de réévaluation				
Provisions réglementées et subvention investissements	36 632		1 152	37 784
Report à nouveau	-27 907		14 795	-13 112
Résultat de l'exercice	836 695		-29 561	807 134
<i>Distribution dividendes et intérêts sur parts sociales</i>		-250 077		
Totaux	21 715 983	-250 077	538 589	22 351 808

Réserves	2025	2024
Réserve légale	541 639	526 757
Réserves statutaires et contractuelles	10 565 888	10 070 925
Réserves réglementées	4 367	4 367
Autres réserves	1 719 879	1 620 243
Totaux	12 831 773	12 222 292

3.17 Écart de réévaluation

	2025	2024
Écart de réévaluation	-	-

3.18 Créances et dettes correspondant à des opérations effectuées avec le réseau

	2025		2024	
	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau
Créances sur les établissements de crédit	22 309 149	5 680 232	21 504 999	5 833 271
À vue	15 231 932	94 956	14 077 398	144 114
À terme	7 077 217	5 585 276	7 427 601	5 689 157
Dettes envers les établissements de crédit	32 488 434	1 074 489	32 643 867	841 666
À vue	1 204 002	1 064 486	966 661	829 472
À terme	31 284 432	10 003	31 677 206	12 194

3.19 Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale

Le montant des créances sur la clientèle éligible au refinancement d'une banque centrale est de 3.372 millions € au 31.12.2025.

3.20 Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Actif		
Caisse, banques centrales, C.C.P.	-	
Effets publics et valeurs assimilées	-	
Créances sur les établissements de crédit	804 646	
À vue	-	
À terme	804 646	
Créances sur la clientèle	332 243	
<i>dont sur créances douteuses</i>		
Créances commerciales	-	
Autres concours à la clientèle	286 260	
Comptes ordinaires débiteurs	45 983	
Obligations et autres titres à revenu fixe	330	
Autres actifs	323	
Passif		
Banques centrales, C.C.P.		-
Dettes envers les établissements de crédit		120 302
À vue		-
À terme		120 302
Avances sur emprunts obligataires		-
Comptes créditeurs de la clientèle		679 771
Comptes d'épargne à régime spécial		8 727
À vue		
À terme		8 727
Autres dettes		671 044
À vue		5 665
À terme		665 379
Clientèle financière		
À terme		6 170
Dettes représentées par un titre		286
Bons de caisse		164
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		122
Dettes subordonnées		86
Emprunts participatifs		86
Totaux	1 137 546	806 615

3.21 Postes « Autres actifs » et « Autres passifs »

Autres actifs	2025	2024
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	3	
Débiteurs divers	1 877 641	2 248 108
Avoirs en or et métaux précieux	3	3
Autres stocks et assimilés		
Autres emplois divers	8 276	9 256
Totaux	1 885 925	2 257 367

Autres passifs	2025	2024
Instruments conditionnels vendus	-	-
Dettes de titres de transaction	-	-
<i>Dont dettes sur titres empruntés</i>	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	2 545	1 581
Versement restant à effectuer sur immobilisations financières	721	602
Créditeurs divers	2 054 124	2 166 320
Totaux	2 057 390	2 168 503

3.22 Comptes de régularisation

Actif	2025	2024
Comptes d'encaissement	123 491	166 480
Charges à répartir	472	680
Charges constatées d'avance	3 381	8 276
Produits à recevoir	88 168	86 438
Comptes de régularisation divers	341 632	545 695
Totaux	557 144	807 569

Passif	2025	2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	500	95
Produits constatés d’avance	878 319	777 401
Charges à payer	907 778	849 361
Comptes de régularisation divers	244 090	183 038
Totaux	2 030 687	1 809 895

3.23 Solde non amorti de la différence entre montant initialement reçu et prix de remboursement des dettes représentées par un titre

	2025	2024
Prime d’émission des titres à revenu fixe	-	-
Primes de remboursement des titres à revenu fixe	-	-
Totaux	-	-

3.24 Provisions

	2025	2024
Provisions pour charges de retraite	34 390	26 415
Provisions pour risques d’exécution des engagements par signature	41 082	36 912
Provisions pour risques sur opérations de promotion immobilière	-	-
Provisions pour impôt	8	8
Provisions forfaitaires sur crédits et PGRC	1 017 948	1 002 269
Provisions épargne logement	133 025	189 617
Provisions sur intérêts de comptes à terme a taux progressifs	191 265	129 414
Autres provisions	200 825	154 650
Totaux	1 618 543	1 539 285

3.25 Provisions épargne logement

	Encours		Provisions	
	2025	2024	2025	2024
Plans d’épargne logement	17 659 114	19 958 558	120 705	181 711
Comptes d’épargne logement	3 540 359	3 539 934	2 356	713
Prêts d’épargne logement	216 602	141 290	9 964	7 193

3.26 Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d’assurance vie en déshérence impose de publier à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2025 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l’article L. 312-19 du code monétaire et financier :

212 930 comptes pour 213 414 031,90 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l’article L.312-20 du code monétaire et financier :

176 662 comptes pour 13 575 543,01 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations

3.27 Dépôts de la clientèle faisant l’objet d’une centralisation auprès du fonds d’épargne de la Caisse des Dépôts et consignations

Montant des dépôts collectés (livrets bleus/A, livrets de développement durable)	Montant de la créance sur le fonds d’épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	Montant net des comptes d’épargne à régime spécial présentés au passif du bilan
64 801.5	36 619.9	28 681.6

4. Notes annexes au hors-bilan

Les notes del’annexe sont présentées en milliers d’euros (en m€).

4.1 Engagements donnés

	2025	2024
Engagements de financement		
Engagements en faveur d’établissement de crédit	-	15
Engagements en faveur de la clientèle	20 804 120	18 502 416
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d’établissement de crédit	29 305	33 847
Engagements en faveur de la clientèle (1)	4 366 872	4 186 965
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-
Autres engagements donnés	-	-

(1) La Caisse de Crédit Mutuel « Cautionnement Mutuel de l’Habitat » se porte caution auprès d’établissements de crédit sur des prêts à l’habitat conclus par ses sociétaires ; le montant des prêts garantis et distribués par des entreprises liées est de 1 135 millions au 31 décembre 2024 et de 1 181 millions au 31 décembre 2025.
Dans le cadre des opérations de refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2025, leur montant s’élève à 34.615 millions d’euros.

4.2 Engagements reçus

	2025	2024
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit	10 587 339	10 699 526
Engagement reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	-	-

4.3 Juste valeur des instruments dérivés

Valeur de marché	2025		2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risques de taux - comptabilité de couverture (micro et macro)				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
IRS	1 569 415	357 305	1 458 065	833 682
Risques de taux - hors comptabilité de couverture				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
IRS	-	-	-	-
Risques de change				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
swaps	-	-	-	-
Risques de crédit				
CDS	-	-	-	-
Autres risques				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
swaps	-	-	-	-

La juste valeur des instruments dérivés est déterminée par rapport à leur valeur de marché, ou à défaut par l'application de modèles de marché

La présentation de cette annexe résulte de l'application des règlements du CRC n°2004-14 à 2004-19 relatifs aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers.

5. Notes annexes au compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros (en m€)

5.1 Produits et charges d'intérêts

	Produits 2025	Produits 2024
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	1 412 166	1 968 876
Produits sur opérations avec la clientèle	5 324 575	5 427 234
Produits sur obligations ou autres titres à revenus fixes	1 388	687
Produits sur prêts subordonnés	24 519	20 301
Autres produits à caractère d'intérêts	246	97
Dotations/reprises de provisions relatives aux intérêts	2 959	13 106
Totaux	6 765 853	7 430 301

	Charges 2025	Charges 2024
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	1 002 189	1 576 594
Charges sur opérations avec la clientèle	3 736 584	3 898 850
Charges sur obligations ou autres titres à revenus fixes	446	2 728
Charges sur emprunts subordonnés	-	-
Autres charges à caractère d'intérêts		
Dotations/reprises de provisions relatives aux intérêts	5 253	136 400
Totaux	4 744 472	5 614 572

5.2 Revenu des titres à revenu variable

	2025	2024
Revenus des actions et autres titres à revenus variable de placement	6 204	6 463
Revenus des titres participations et de filiales	290 884	515 207
Revenus des titres de l'activité de portefeuille	-	-
Totaux	297 088	521 670

5.3 Commissions

	Produits 2025	Produits 2024
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	15 769	16 204
Commissions sur opérations avec la clientèle	784 479	728 466
Commissions relatives aux opérations sur titres		
Commissions sur opérations de change	4 028	4 109
Commissions sur prestations de services financiers	1 767 772	1 729 013
Commissions sur opérations de hors bilan	63 673	44 558
Commissions diverses d'exploitation	115 874	112 575
Commissions rétrocédées	-8 808	-7 832
Totaux	2 742 787	2 627 093

	Charges 2025	Charges 2024
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	-66	-65
Commissions sur opérations avec la clientèle	-17 468	-29 497
Commissions relatives aux opérations sur titres	-4 626	-3 889
Commissions sur opérations de change	-1	-6
Commissions sur prestations de services financiers	-457 928	-422 819
Commissions sur opérations de hors bilan	-5 257	-10 659
Commissions diverses d'exploitation	-56 091	-45 107
Totaux	-541 437	-512 042

5.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	2025	2024
GAINS SUR TITRES DE TRANSACTION	2 424	5 708
Pertes :	-1 123	-10 043
Gains :	3 547	15 751
GAINS SUR OPERATIONS DE CHANGE		
Pertes :	-414	-451
Gains :	25 426	25 552
GAINS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME		
Totaux	27 436	30 809

5.5 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	2025	2024
Produits des opérations de promotion immobilière	-	-
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Charges refacturées à l'exception des charges refacturées à l'euro	99	114
Transferts de charges	-	-
Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	-	-
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés effectués à titre accessoire	-	-
Produits sur opérations de location simple effectuées à titre accessoire	-	-
Produits provenant d'activité autres que les opérations de Banque et autres que les opérations connexes	11 873	12 518
Autres produits d'exploitation bancaire	9 155	4 641
Totaux	21 127	17 273
Charges des opérations de promotion immobilière	-	-
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Produits rétrocédés à l'exception des produits rétrocédés à l'euro	-	-

Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés		
Effectuées à titre accessoire	-	-
Charges sur opérations de location simple effectuées		
À titre accessoire	-	-
Charges provenant d'activité autres que les opérations de		
Banque et autres que les opérations connexes	-28 188	-10 020
Autres charges d'exploitation bancaire	-38 475	-32 847
Totaux	-66 663	-42 867

5.6 Charges générales d'exploitation

	2025	2024
Salaires et traitements	-1 163 535	-1 133 888
Charges sociales	-556 145	-521 432
Intéressement et participation des salariés	-213 839	-178 943
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-192 277	-179 990
Autres impôts et taxes	-42 211	-35 284
Services extérieurs	-1 030 871	-1 082 173
Dotations/reprises de provisions		
Sur charges générales d'exploitation	27	9 300
Charges générales d'exploitation refacturées	298 1321	300 721
Autres frais administratifs, cotisations FGD, BCE FRU	-1 508	-3 345
Totaux	-2 902 227	-2 825 034

Rémunérations des Dirigeants - Parties liées

Les rémunérations perçues par les dirigeants du Groupe comportent une part relative à leurs activités au sein du Crédit Mutuel et du CIC. Elles peuvent se composer d'une partie fixe et d'une partie variable. Ces rémunérations sont fixées par les organes délibérants à partir des propositions des comités de rémunérations des Conseils d'administration concernés. Les dirigeants du Groupe peuvent également bénéficier des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du groupe.

Aucun titre de capital ou donnant accès au capital ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital des entités sous contrôle du Groupe ne leur a été attribué. De plus, ils ne perçoivent pas de jetons de présence en raison des mandats qu'ils exercent, que ce soit dans les sociétés du Groupe ou dans des sociétés autres mais en raison de leurs fonctions dans le Groupe.

Les dirigeants du Groupe peuvent par ailleurs détenir des avoirs ou des emprunts dans les livres des banques du Groupe, aux conditions offertes à l'ensemble du personnel.

Les montants globaux des rémunérations et indemnités versées aux dirigeants du Groupe se sont élevés à 10 303 528 €, les provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail atteignent 3 233 773 € en 2025.

5.7 Coût du risque

	2025	2024
Dotations aux provisions liées à des créances	-296 224	-291 718
Dotations aux provisions liées à des opérations de hors bilan	-19 540	-17 942
Dotations aux provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits et PGRC	-29 471	-27 386
Créances irrécouvrables	-100 893	-82 473
Reprises de provisions liées à des créances	242 278	208 316
Reprises de provisions liées à des opérations de hors bilan	15 371	14 477
Reprises de provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits	13 767	2 186
Récupération des créances amorties	4 744	4 487
Totaux	-169 968	-190 053

5.8 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2025	2024
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles et incorporelles	4 019	10 338
Gains ou pertes sur immobilisations financières	3 168	11 868
Totaux	7 187	22 206

5.9 Résultat exceptionnel

	2025	2024
Pertes sur sociétés de personnes	-	-
Produits et charges divers	1 131	99
Résultat exceptionnel	1 131	99

5.10 Ventilation des impôts sur les bénéfices

	2025	2024
Impôts sur les bénéfices dus au titre de l'exercice	-409 329	-283 530
Dotations aux provisions à caractère d'impôts sur les bénéfices	-25 073	-933
Reprises de provisions à caractère d'impôts sur les bénéfices		1 373
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	-434 402	-283 090

5.11 Effectifs moyens

	2025	2024
Techniciens de la banque	12 882	13 112
Cadres	8 864	8 318
Total	21 746	21 430

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes globalisés – Périmètre réglementaire

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes globalisés du Périmètre réglementaire – réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes globalisés – périmètre réglementaire sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la globalisation.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences la première application du règlement ANC n°2023-03 exposée dans la note 1 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes globalisés

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes globalisés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous n'avons pas identifié de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes globalisés adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes globalisés adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes des comptes globalisés du périmètre réglementaire – réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale par votre assemblée générale du 4 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers France et du 10 mai 2022 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers France était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la quatrième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes globalisés

Il appartient à la direction d'établir des comptes globalisés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes globalisés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes globalisés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes globalisés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes globalisés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

☐ il identifie et évalue les risques que les comptes globalisés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes globalisés ;

☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes globalisés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes globalisés et évalue si les comptes globalisés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

Fait à

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers France

Jean-Baptiste DESCHRYVER

KPMG S.A.

Arnaud BOURDEILLE - Maxime VAN DEN BROEK

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, le rapport de gestion du périmètre globalisé réseau Crédit mutuel Alliance Fédérale peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante :

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel

Direction Financière – Service Comptabilité

4, rue Frédéric Guillaume Raiffeisen

67913 STRASBOURG Cedex 9